



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE  
ET DE LA GESTION DES CRISES

Paris, le 30 juin 2017

DIRECTION DES SAPEURS POMPIERS  
SOUS-DIRECTION DES SERVICES D'INCENDIE  
ET DES ACTEURS DU SECOURS  
*BUREAU DU PILOTAGE DES ACTEURS  
DU SECOURS*

Affaire suivie par Madame MAUREL  
tél. : 01 72 71 66 68  
mel : marie.maurel@interieur.gouv.fr  
DGSCGC/DSP/SDSIAS/BPAS

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur

à

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
Cabinet

A l'attention des services interministériels de défense et de protection civile (SIDPC)

NOR : INTE1719734C

**Objet :** Agrément de sécurité civile.

Publication d'un décret et de quatre arrêtés du 27 février 2017.

**P.J. :** 5

Le 28 février 2017 ont été publiés au Journal officiel le décret n°2017-250 du 27 février 2017 complétant le code de la sécurité intérieure, ainsi que quatre arrêtés du 27 février 2017, qui complètent les règles sur l'agrément de sécurité civile pouvant être conféré aux associations.

La présente circulaire précise les objectifs de ces textes.

La loi de modernisation de la sécurité civile n°2004-811 du 13 août 2004 a instauré un agrément de sécurité civile afin de vérifier la capacité des associations qui apportent, en cas d'accident, de sinistre ou de catastrophe, une action complémentaire à celle des secours publics, ou qui montent des dispositifs prévisionnels de secours.

Ce texte, codifié au code de la sécurité intérieure, constitue le fondement des agréments A (participation aux opérations de secours), B (participation aux actions

de soutien et d'accompagnement des populations), C (participation à l'encadrement des bénévoles) et D (dispositifs prévisionnels de secours).

Les règles de délivrance sont fixées aux articles R. 725-1 à R. 725-13 du code de la sécurité intérieure.

Le décret n°2017-250 du 27 février 2017 et les arrêtés du 27 février 2017 ont pour effet de simplifier le corpus des textes sur l'agrément de sécurité civile. Au lieu d'être constitués par le code de la sécurité intérieure et deux circulaires (du 12 mai 2006 relative à l'agrément de sécurité civile et du 16 octobre 2009 sur le guide Orsec « soutien des populations »), ils relèvent désormais :

- du code de la sécurité intérieure complété par le décret n°2017-250,
- de quatre arrêtés, un par type de mission (A, B, C et D).

Ces textes, élaborés en concertation avec les principales associations, doivent faciliter la tâche des associations et des services instructeurs, en étant à la fois plus complets et plus homogènes. Ils traduisent la reconnaissance de l'Etat vis-à-vis de l'engagement quotidien des associations agréées et de leurs 190 000 bénévoles.

Les textes sont consultables sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>) et sur celui du ministère (<http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Securite-civile/Documentation-technique/Secourisme-et-associations>).

La circulaire du 12 mai 2006 est réputée abrogée.

Vous trouverez en annexe :

- une fiche relative aux principes en matière d'agrément de sécurité civile,
- un extrait du code de la sécurité intérieure commenté,
- un tableau sur les conditions des agréments de sécurité civile,
- des propositions de modèle d'arrêté d'agrément et de refus d'agrément.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous transmettre tout complément d'information que vous jugeriez nécessaire.

Pour le ministre d'Etat et par délégation,  
le préfet, directeur général de la sécurité civile  
et de la gestion des crises

  
Jacques WITKOWSKI



**CODE DE LA SECURITE INTERIEURE**  
**(partie réglementaire) complété avec le décret n°2017-250 du 27 février 2017**

LIVRE VII : SÉCURITÉ CIVILE  
TITRE II : ACTEURS DE LA SÉCURITÉ CIVILE  
Chapitre V : Associations de sécurité civile

**Section 1 : Agrément des associations**

Sous-section 1 : Dispositions générales

Article R725-1

-I.- Les agréments de sécurité civile peuvent être délivrés aux associations régulièrement déclarées ou inscrites au registre des associations du tribunal d'instance susceptibles d'apporter leur concours de soutien aux populations ou aux opérations de secours aux missions suivantes : qui disposent -

Commentaire : Associations régulièrement déclarées, ou inscrites au tribunal d'instance pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) car elles seules ont la capacité juridique (articles 5 et 6 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et code civil local, article 21).

1° la participation aux opérations de secours au sens de l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales. Cet agrément est dénommé « agrément A » ;

Commentaire : Cet agrément A permet aux associations de participer aux opérations de secours « au sens de l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales » qui définit les missions obligatoires des SDIS. Les associations peuvent donc apporter leur concours aux opérations de secours menées par les SDIS, mais « à la demande du DOS et sous l'autorité du COS » (cf. article R. 725-3 ; et L. 725-3 précisant que l'association intervient « à la demande de l'autorité de police compétente ou en cas de déclenchement du plan ORSEC »).

Pour cette compétence, les associations agréées de sécurité civile peuvent conclure avec l'Etat, le SDIS, une convention (article L. 725-5 du code de la sécurité intérieure, cf. page 7 du présent document). Une convention identique peut prévoir que les associations peuvent réaliser des évacuations d'urgence de victimes vers l'hôpital, mais uniquement dans les ressorts de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris et du Bataillon de marins-pompiers de Marseille (cf. article L. 725-5 du code de la sécurité intérieure, dernier alinéa : « Dans le ressort de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon de marins-pompiers de Marseille, une convention identique [...] peut prévoir que ces associations réalisent des évacuations d'urgence de victimes lorsqu'elles participent aux opérations de secours (...) »). Les associations peuvent, en l'absence de convention, être réquisitionnées dans les conditions prévues par les articles L. 742-2 du code de la sécurité intérieure et L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales (mentionnés page 7).

2° La participation aux actions de soutien et d'accompagnement des populations victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes. Cet agrément est dénommé « agrément B » ;

3° La participation à l'encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien aux populations, afin de contribuer à coordonner l'action des bénévoles spontanés, des associations



autres qu'agréées de sécurité civile et des membres des réserves communales de sécurité civile. Cet agrément est dénommé « agrément C » ;

4° Les dispositifs prévisionnels de secours, dans le cadre de rassemblements de personnes. Cet agrément est dénommé « agrément D ».

II.-Afin de bénéficier de l'un de ces agréments, les associations doivent disposer des moyens et des compétences permettant aux pouvoirs publics de les intégrer dans les ~~dispositifs et actions~~ missions mentionnées aux articles L. 725-3 ~~à~~ L. 725-4, et L. 725-6.

Les conditions d'application de cet article sont fixées, pour chacun des agréments mentionnés au I, par quatre arrêtés du ministre chargé de la sécurité civile. Ces arrêtés définissent les moyens, notamment le matériel, et les compétences, notamment les qualifications des personnes appelées à participer aux missions, nécessaires pour obtenir l'agrément.

Commentaire : Les 4 arrêtés du 27 février 2017 (un par type de mission : A, B, C et D) détaillent les différents agréments et fixent les moyens et compétences exigés des associations ainsi que la composition du dossier de demande d'agrément.

#### Article R725-2

L'agrément de sécurité civile définit les actions missions pour lesquelles l'association peut être engagée par ~~l'autorité compétente~~ le directeur des opérations de secours et précise le champ géographique (départemental, interdépartemental ou national) dans lequel ces actionsmissions peuvent être menées, le cas échéant pour chaque établissement autre que principal et, pour une union d'associations ou une fédération d'associations mentionnées au second alinéa, chaque association membre.

Commentaire : « *établissement autre que principal* » : Il s'agit d'un établissement au sens du droit des associations (cf. loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, article 5 ; notion applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) c'est-à-dire d'une antenne, délégation... sans personnalité juridique. Cette notion remplace celle de « délégation » (qui n'existe pas en droit des associations).

L'agrément accordé à une union d'associations visée à l'article 7 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, ou à une fédération d'associations constituée sous forme d'association, vaut agrément de leurs associations membres.

#### Article R725-3

S'agissant des opérations de secours mentionnées au 1° de l'article R. 725-1, ~~L'~~agrément précise que l'association agréée de sécurité civile apporte son concours aux missions conduites par les services d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L. 1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

Commentaire : S'applique également le code général des collectivités territoriales : article L. 1424-4 (extrait) - : « *Le commandant des opérations de secours désigné est chargé, sous l'autorité du DOS, de la mise en œuvre de tous les moyens publics et privés mobilisés pour l'accomplissement des*

*opérations de secours. »*

Article R. 1424-43 : « *Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, du directeur départemental des services d'incendie et de secours ou, en son absence, d'un sapeur-pompier professionnel ou volontaire, officier, sous-officier ou gradé, dans les conditions fixées par le règlement opérationnel. »*

Article R725-4

Les associations agréées demeurent régies :

1° En ce qui concerne l'agrément pour la formation aux premiers secours, par les dispositions du décret n° 91-834 du 30 août 1991 relatif à la formation aux premiers secours, du décret n° 92-514 du 12 juin 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours, du décret n° 92-1195 du 5 novembre 1992 relatif à la formation d'instructeur de secourisme et du décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;

2° En ce qui concerne l'agrément pour les opérations de secours et de sauvetage en mer délivré par le ministre chargé de la mer, par l'article R. 742-13.

## Sous-section 2 : Procédure d'agrément

Article R725-5

La demande d'agrément présentée par l'association comporte les éléments permettant d'apprécier que les conditions énoncées à l'article R. 725-1 sont satisfaites. Elle précise les actions et le champ géographique pour lesquels l'agrément est sollicité.

Pour un renouvellement d'agrément, la demande doit être reçue par l'autorité qui a délivré l'agrément dans un délai d'au moins six mois avant la date d'expiration de celui-ci.

Les modalités d'application de cet article sont fixées par les arrêtés mentionnés à l'article R. 725-1. Ces arrêtés fixent notamment, en fonction de l'agrément demandé, les éléments statutaires, juridiques et financiers relatifs à l'association.

Commentaire : il s'agit des 4 arrêtés du 27 février 2017, sur chaque type de mission (A, B, C et D) cf. commentaire article R. 725-1.

Article R725-6

L'agrément de sécurité civile est délivré par le ministre chargé de la sécurité civile, le cas échéant après avis des ministres intéressés.

Il est délivré par le préfet de département lorsque son champ n'excède pas les limites d'un département...Il demeure toutefois délivré par le ministre chargé de la sécurité civile lorsqu'il s'agit d'un agrément au titre des réseaux annexes et supplétifs de communication

Commentaire :

L'agrément est donc délivré :

\* par le ministre lorsqu'il excède les limites du département (agrément interdépartemental ou national, cf. article R. 725-7) ; le préfet ne délivre pas d'arrêté d'agrément en complément (les associations ou établissements membres sont recensés dans l'arrêté ministériel, cf.art.R 725-7).



\* par le préfet lorsqu'il n'excède pas les limites du département, sauf lorsqu'il s'agit d'un agrément au titre des réseaux annexes et supplétifs de communication, qui relève du seul ministre (coordinateur national de l'Infrastructure nationale partageable des transmissions : INPT-Antarès, auquel sont tenus d'adhérer les services de secours).  
**Les préfetures qui recevraient des demandes d'agrément au titre des réseaux et transmissions doivent donc les retransmettre à la DGSCGC - SDSIAS - BPAS.**

Article R725-7

I.- Peuvent obtenir un agrément national les associations disposant de délégations ou d'associations locales fédérées comportant des établissements autres que le principal, les unions d'associations et fédérations d'associations précitées justifiant :

1° d'une activité régulière dans au moins vingt départements ; pour l'agrément relatif aux dispositifs prévisionnels de secours mentionné à l'article R. 725-1, cette activité est celle relative aux dispositifs prévisionnels de secours au moins de petite envergure.

Les différents types de dispositifs prévisionnels de secours (DPS) sont prévus par l'arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours (<http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Securite-civile/Documentation-technique/Secourisme-et-associations/Les-textes-reglementaires>)

Cette condition ne s'applique pas aux agréments relatifs aux opérations de secours autres que celles portant sur la protection des personnes, définis par arrêté du ministre chargé de la sécurité civile, pour les associations en capacité d'intervenir sur l'ensemble du territoire national ;

Commentaire : Il s'agit des agréments relatifs aux pollutions aquatiques dans le cadre du plan ORSEC, de la protection des biens ou du patrimoine culturel au titre de l'ORSEC, des réseaux annexes et supplétifs de communication, mentionnés dans l'arrêté du 27 février 2017 sur l'agrément A (cf. ses articles 6 à 9).

2° ainsi que d'une équipe nationale permanente de responsables opérationnels ; peuvent obtenir un agrément national.

Commentaire : techniciens du secours, experts ; à jour de leur obligation de formation continue notamment pour les missions de secours aux personnes (A secours aux personnes et sauvetage aquatiques ; D).

3° s'agissant de l'agrément relatif aux dispositifs prévisionnels de secours mentionné à l'article R. 725-1, au moins des moyens en personnel et en matériel nécessaires pour tenir un dispositif prévisionnel de secours de petite envergure.

II.- Peuvent obtenir un agrément interdépartemental les associations comportant des établissements autres que le principal, les unions d'associations et fédérations d'associations précitées justifiant :

1° d'une activité régulière dans moins de vingt départements formant un territoire d'un seul tenant ;

2° d'une équipe interdépartementale permanente de responsables opérationnels.

III.- Cet agrément établit la liste des délégations ou associations locales fédérées Les agréments

mentionnés au I et au II établissent la liste des établissements principal et autres que le principal et, pour les unions d'associations et les fédérations d'associations précitées, des associations membres aptes à participer aux ~~dispositifs de sécurité locaux~~ missions ayant fait l'objet des agréments.

Les établissements et associations membres précités peuvent mettre à disposition l'un de l'autre, dans le cadre du champ géographique mentionné dans l'agrément, les personnes et le matériel.

Article R725-8

La décision d'agrément est publiée au Journal officiel de la République française lorsqu'elle est prise par le ministre chargé de la sécurité civile et au recueil des actes administratifs de la préfecture lorsqu'elle est prise par le préfet.

Article R725-9

L'agrément est délivré pour une durée maximale de trois ans.

### Sous-section 3 : Obligations de l'association agréée

Article R725-10

~~L'association agréée adresse chaque année son rapport d'activité à l'autorité qui a accordé l'agrément. En cas de modification substantielle des éléments au vu desquels l'agrément a été accordé, l'association en informe sans délai cette autorité.~~

I.- L'association qui ne satisfait plus aux conditions de délivrance de l'agrément en informe sans délai l'autorité qui a délivré celui-ci.

II.- L'association agréée adresse son rapport d'activité à l'autorité qui a délivré l'agrément, chaque année avant le 30 juillet suivant l'exercice clos. Ce rapport comprend au moins le nombre de missions réalisées au titre de chaque agrément-dont elle bénéficie, par département.

Commentaire : cette disposition II sur le rapport d'activité entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018 (cf. article 11 du décret n°2017-250 du 27 février 2017).

Article R725-11

L'agrément ~~est~~ peut être abrogé ou retiré,, sans préjudice des articles L. 242-1- à L. 242-4 du code des relations entre le public et l'administration, lorsque l'association ne se conforme pas à ses obligations ou ne remplit plus les conditions qui ont permis son agrément. ~~La décision de retrait, prise après que l'association a été invitée à présenter ses observations,~~

Commentaire : procédure d'abrogation ou de retrait.

L'agrément peut être abrogé (annulation pour l'avenir) ou retiré (annulation rétroactive) « *sans préjudice des articles L. 242-1 à L. 242-4 du code des relations entre le public et l'administration* », c'est-à-dire en prenant en compte ces textes :

Article L.242-1 : *L'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative ou sur la demande d'un tiers que si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait interviennent dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision.*



Article L.242-2 : Par dérogation à l'article L. 242-1, l'administration peut, sans condition de délai :

- 1° Abroger une décision créatrice de droits dont le maintien est subordonné à une condition qui n'est plus remplie ;
- 2° Retirer une décision attribuant une subvention lorsque les conditions mises à son octroi n'ont pas été respectées.

Article L.242-3 : Sur demande du bénéficiaire de la décision, l'administration est tenue de procéder, selon le cas, à l'abrogation ou au retrait d'une décision créatrice de droits si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait peut intervenir dans le délai de quatre mois suivant l'édition de la décision.

Article L.242-4 : Sur demande du bénéficiaire de la décision, l'administration peut, selon le cas et sans condition de délai, abroger ou retirer une décision créatrice de droits, même légale, si son retrait ou son abrogation n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits des tiers et s'il s'agit de la remplacer par une décision plus favorable au bénéficiaire.

Dans cette hypothèse, l'autorité qui a accordé l'agrément invite l'association à présenter ses observations dans un délai d'au moins quinze jours et selon les modalités prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Commentaire : procédure « contradictoire » avant l'abrogation ou le retrait.

Code des relations entre le public et l'administration :

Article L.121-1 : *Exception faite des cas où il est statué sur une demande, les décisions individuelles qui doivent être motivées en application de l'article L. 211-2 [notamment les décisions qui retirent ou abrogent une décision créatrice de droits, ce qui est le cas d'un agrément de sécurité civile : jugement du TA de Paris du 17 décembre 2012 n°1115679-1115688], ainsi que les décisions qui, bien que non mentionnées à cet article, sont prises en considération de la personne, sont soumises au respect d'une procédure contradictoire préalable.*

Article L.121-2 : *Les dispositions de l'article L. 121-1 ne sont pas applicables :*

- 1° En cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles ;
- 2° Lorsque leur mise en œuvre serait de nature à compromettre l'ordre public (...)

Article L.122-1 : *Les décisions mentionnées à l'article L. 211-2 n'interviennent qu'après que la personne intéressée a été mise à même de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales. Cette personne peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix. L'administration n'est pas tenue de satisfaire les demandes d'audition abusives, notamment par leur nombre ou leur caractère répétitif ou systématique.*

La décision d'abrogation ou de retrait, est publiée dans les mêmes conditions que la décision d'agrément.

En cas d'urgence, l'autorité de délivrance peut, par décision motivée, prononcer la suspension immédiate de l'agrément durant la procédure de retrait. La durée de la suspension ne peut excéder trois mois.

Sous-section 4 : Dispositions particulières à Paris et aux départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne

Article R725-12

Les compétences attribuées au préfet de département par les dispositions de la présente section sont exercées à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne par le préfet de police, qui peut déléguer cette compétence aux préfets de ces



départements.

## Section 2 : Participation des associations agréées aux opérations de secours

### Article R725-13

La participation de l'association agréée de sécurité civile aux opérations de secours ~~ou aux dispositifs prévisionnels de secours est soumise aux dispositions des conventions prévues aux articles L. 725-4 et L. 725-5 et aux demandes de concours ou réquisitions effectuées par les autorités compétentes,~~ de soutien aux populations victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes et d'encadrement des bénévoles mentionnées à l'article R. 725-1 est fondée sur les conventions prévues aux articles L. 725-4 et L. 725-5 ainsi que, le cas échéant, sur les demandes de concours qui en sont issues ou sur les réquisitions effectuées décidées par les autorités compétentes.

Commentaire : Cette disposition porte sur la manière d'engager l'association (convention avec demande de concours ou réquisition).

Concernant les missions en appui aux pouvoirs publics (A, B et C) :

La notion de « demande de concours » n'était pas explicitée.

L'association peut être engagée :

- soit sur la base d'une convention préalable (fondement des « demandes de concours » qui lui seront adressées lors des sinistres, accidents ou catastrophes),

- soit sur réquisition (cf. articles L. 742-2 du code de la sécurité intérieure : « En cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les limites ou les capacités d'une commune, le représentant de l'Etat dans le département mobilise les moyens de secours relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics. En tant que de besoin, il mobilise ou réquisitionne les moyens privés nécessaires aux secours. Il assure la direction des opérations de secours. Il déclenche, s'il y a lieu, le plan Orsec départemental » et L. 2215-1, 4° du code général des collectivités territoriales : « En cas d'urgence, lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige et que les moyens dont dispose le préfet ne permettent plus de poursuivre les objectifs pour lesquels il détient des pouvoirs de police, celui-ci peut, par arrêté motivé [...], requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service ou à l'usage de ce bien et prescrire toute mesure utile jusqu'à ce que l'atteinte à l'ordre public ait pris fin ou que les conditions de son maintien soient assurées ». La réquisition peut donc être employée en cas d'urgence et lorsque le préfet ne dispose pas des « moyens » nécessaires – or il dispose des moyens associatifs si une convention a été souscrite par avance avec l'association concernée).

La signature d'une convention préalable avec l'association permet donc au préfet de disposer des moyens de l'association concernée et à ce titre de ne pas avoir à recourir à la réquisition.

Les conventions sont celles définies à l'article L. 725-5 du code de la sécurité intérieure, qui dispose que « les associations agréées [...] peuvent conclure avec l'Etat, le service d'incendie et de secours ou la commune [NB : il s'agira donc, sauf cas particulier, des missions A, B et C] une convention précisant les missions qui peuvent leur être confiées, les moyens en personnel et en matériel qu'elles mettent en œuvre, les conditions d'engagement et d'encadrement de leurs équipes, les délais d'engagement et les durées d'intervention. La convention précise également, le cas échéant, les modalités financières de la participation de l'association.

Les conventions mentionnées au précédent alinéa sont conclues annuellement. Elles sont reconductibles. »

NB : Le ministère a conclu des conventions avec 9 associations agréées de sécurité civile (Croix-Rouge française, Fédération nationale de Protection civile (FNPC), Fédération des secouristes français Croix-Blanche, Fédération française de sauvetage et de secourisme, Ordre de Malte-France, Secours catholique, Fédération nationale des radioamateurs au service de la sécurité civile (FNRASEC), Fédération française de spéléologie (Spéleo-secours français), Union nationale des associations de secouristes et sauveteurs de La Poste et Orange (UNASS). Elles ont vocation à être déclinées au plan départemental.

Attention : pour le financement de ces missions, s'applique l'article L. 742-11 du code de la sécurité intérieure :

*« Les dépenses directement imputables aux opérations de secours au sens des dispositions de l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales [NB : soit les missions A] sont prises en charge par le service départemental d'incendie et de secours. Les dépenses engagées par les services départementaux d'incendie et de secours des départements voisins à la demande du service départemental intéressé peuvent toutefois faire l'objet d'une convention entre les services départementaux en cause ou de dispositions arrêtées ou convenues dans le cadre d'un établissement public interdépartemental d'incendie et de secours.*

*Dans le cadre de ses compétences, la commune pourvoit aux dépenses relatives aux besoins immédiats des populations. [NB : missions B, « soutien et accompagnement des populations », et C « encadrement des bénévoles »].*

*L'Etat prend à sa charge les dépenses afférentes à l'engagement des moyens publics et privés extérieurs au département lorsqu'ils ont été mobilisés par le représentant de l'Etat [NB : missions A, B et C]. Il prend également à sa charge les dépenses engagées par les personnes privées dont les moyens ont été mobilisés par le représentant de l'Etat en mer dans le cadre du plan Orsec maritime. L'Etat couvre les dépenses relatives à l'intervention de ses moyens ainsi que celles afférentes à l'ensemble des moyens mobilisés au profit d'un Etat étranger. »*

*S'agissant des dépenses relevant de l'Etat, les modalités de remboursement sont précisées par l'article « financement » des conventions précitées conclues par le ministère avec 9 associations. Pour plus de précisions, voir le Bureau des Opérations de Gestion des Crises (BOGEC).*

Pour mémoire, concernant les dispositifs prévisionnels de secours (missions D) :

L'association doit conclure :

- si elle réalise les évacuations d'urgence à l'hôpital des victimes, après information du CODAMUPS une convention avec le centre hospitalier siège de l'aide médicale urgente ainsi qu'avec le SDIS, (cf. article L. 725-4 du code de la sécurité intérieure) ;

- une convention avec l'organisateur, qui doit contenir certaines mentions cf. référentiel national sur les dispositifs prévisionnels de secours (pages 75-76) fixé par arrêté du 7 novembre 2006.

<http://www.interieur.gouv.fr/fr/Le-ministere/Securite-civile/Documentation-technique/Secourisme-et-associations/Les-textes-reglementaires>

Lorsque le DPS est organisé par l'Etat, voir également avec le Bureau des Opérations de Gestion des Crises (BOGEC).



**Dispositions non codifiées du décret n°2017-250 du 27 février 2017**

Article 11 du décret n°2017-250 (Disposition transitoire)

I.- Les agréments délivrés en application des dispositions des articles R. 725-1 à R. 725-13 du code de la sécurité intérieure dans leur rédaction antérieure au présent décret restent valables jusqu'à la date de leur échéance.

II.- Les quatre arrêtés mentionnés à l'article R. 725-1 du code de la sécurité intérieure, dans sa rédaction issue du présent décret, sont publiés au plus tard le 28 février 2017. [NB : ces arrêtés sont ceux du 27 février 2017 relatifs aux missions A, B, C et D, publiés le 28 février 2017)].

III.- Le II de l'article R. 725-10, dans sa rédaction issue du présent décret, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

IV.- Les autres dispositions du présent décret, dans leur rédaction issue du présent décret, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Article 12 du décret n°2017-250 (Disposition sur l'outre-mer)

(Articles R. 765-2 et R 765-5 à consulter sur <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000025503132&dateTexte=20170425>)

II - L'article 11 est applicable en Polynésie française.

# PRINCIPES SUR LES AGRÈMENTS DE SÉCURITÉ CIVILE

## - I - CADRE

La loi de modernisation de la sécurité civile n°2004-811 du 13 août 2004 (codifiée aux articles L. 725-1 à L. 725-6 du code de la sécurité intérieure) a instauré un agrément de sécurité civile afin de vérifier la capacité des associations qui apportent, en cas d'accident, de sinistre ou de catastrophe, une action complémentaire à celle des secours publics, ou qui montent des dispositifs prévisionnels de secours.

Ces textes constituent le fondement des agréments A (participation aux opérations de secours), B (participation aux actions de soutien et d'accompagnement des populations), C (participation à l'encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien des populations) et D (dispositifs prévisionnels de secours).

Les règles de délivrance avaient été fixées par le décret n°2006-237 du 27 février 2006. Ce décret a été abrogé pour être codifié aux articles R. 725-1 à R. 725-13 du code de la sécurité intérieure.

Cependant, ces textes étaient disparates (ils étaient constitués, en plus du code, de deux circulaires : celle du 12 mai 2006 sur l'agrément de sécurité civile et celle du 16 octobre 2009 sur le guide ORSEC « soutien des populations »). Ils étaient également incomplets (la composition du dossier de demande était simplement fixée par la circulaire du 12 mai 2006 ; les moyens et compétences exigés des associations devaient être complétés).

C'est pourquoi ils ont été complétés par le décret n°2017-250 et les arrêtés du 27 février 2017.

Ces textes ont également pour effet de simplifier le corpus des textes sur l'agrément de sécurité civile, désormais constitués :

- du code de la sécurité intérieure complété par le décret n°2017-250,
- de quatre arrêtés, un par type de mission (A, B, C et D).

## - II - RÈGLES DE BASE (CODE DE LA SECURITE INTERIEURE)

1) DIFFÉRENCE AVEC LES AGRÈMENTS DE FORMATION AUX PREMIERS SECOURS (cf. code de la sécurité intérieure, article R. 725-4)

L'agrément de sécurité civile est distinct des agréments de formation aux premiers secours, qui sont régis par d'autres textes, notamment le décret n°91-834 du 30 août 1991 et l'arrêté du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours). Le décret et les arrêtés du 27 février 2017 ainsi que la présente circulaire ne concernent donc pas l'agrément de formation aux premiers secours.

2) AUTORITÉ COMPÉTENTE (cf. code de la sécurité intérieure, articles R. 725-6 et R. 725-7)

- L'agrément, si son champ n'excède pas le département, relève du préfet.

- Un agrément interdépartemental ou national relève du ministre. L'arrêté d'agrément fixe la liste des associations membres ou établissements (anciennement appelés « délégations » - structures sans personnalité morale) couvertes par l'agrément. Les préfetures ne reprennent pas d'arrêté.



Pour un agrément national, l'association doit, notamment, disposer d'associations membres ou d'établissements ayant une activité régulière dans au moins 20 départements.

Les agréments nationaux sont sur le site internet du ministère (<http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Securite-civile/Documentation-technique/Secourisme-et-associations/Les-associations-agreees-par-la-Securite-civile>).

### 3) CONVENTIONS

Ces arrêtés d'agrément peuvent être accompagnés de conventions (cf. articles L. 725-4 et L. 725-5 du code de la sécurité intérieure – cf code de la sécurité intérieure commenté ci-joint, dans ses articles R. 725-1 et R. 725-13).

### 4) RAPPORT D'ACTIVITE

Il doit être adressé chaque année à l'autorité qui a délivré l'agrément (article R. 725-10 du code de la sécurité intérieure). Il sert notamment à l'instruction d'une demande de renouvellement.

Un extrait du code de la sécurité intérieure, commenté, est ci-joint.

## - III- CONDITIONS DES AGREMENTS

Les associations doivent avoir les « moyens » et les « compétences » nécessaires (code de la sécurité intérieure, article R. 725-1).

Ces conditions sont précisées par le décret n°2017-250, qui complète le code de la sécurité intérieure, et les arrêtés du 27 février 2017.

### 1) ENTRÉE EN VIGUEUR DES TEXTES DU 27 FEVRIER 2017

- Les agréments délivrés restent valables jusqu'à la date de leur échéance (exemple : un agrément délivré le 1<sup>er</sup> juillet 2015 pour 3 ans reste valable jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018).

- Ces textes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 (à l'exception de l'article complétant la règle sur le rapport d'activité<sup>1</sup> : 1<sup>er</sup> janvier 2018). Une demande est donc instruite selon les textes antérieurs à ceux du 27 février 2017 si elle date d'avant le 1<sup>er</sup> juillet 2017 et selon les textes du 27 février 2017 si elle date d'après le 1<sup>er</sup> juillet.

### 2) CONDITIONS DES AGREMENTS SELON LES TEXTES DU 27 FEVRIER 2017

Les textes du 27 février 2017 n'apportent pas d'évolutions importantes pour les associations. Ils reprennent en grande partie la circulaire du 12 mai 2006 ainsi que celle du 16 octobre 2009 sur le guide Orsec « soutien des populations ».

Les conditions qu'ils posent sont reprises dans le tableau « Conditions des agréments », qui appelle le commentaire ci-après.

---

1 Code de la sécurité intérieure, article R. 725-10 modifié : le rapport doit préciser le nombre de missions réalisées au titre de chaque agrément, par département (NB pour les agréments interdépartementaux et nationaux), et être adressé le 30 juillet suivant l'exercice clos.

### Conditions communes

Le dossier de demande d'agrément à produire est repris dans chaque arrêté (sur les missions A, B, C et D) ; il s'agit du même dossier, avec certaines différences s'agissant notamment des personnes, du matériel, du dispositif d'alerte et des moyens de téléphonie.

La notion de « délégation » employée dans la circulaire du 12 mai 2006, qui n'apparaît pas dans les textes relatifs au droit des associations, est remplacée par celle d' « établissement » au sens de la loi du 1er juillet 1901 – c'est-à-dire une structure sans personnalité morale.

Conditions spécifiques à chaque agrément : elles sont fixées par chaque arrêté, pour chaque type de mission, et sont synthétisées dans le tableau.

## - III – MODALITES D'INSTRUCTION

### 1) INSTRUCTION DES DEMANDES D'AGREMENT

Les arrêtés du 27 février 2017 mentionnent, pour chaque type de mission (A, B, C, D), les pièces qui doivent figurer dans le dossier de demande d'agrément.

Pour autant, il n'y a pas de droit à se voir délivrer un agrément, même si toutes les pièces du dossier de demande sont réunies, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat ; au contraire, l'autorité administrative doit exercer son pouvoir d'appréciation (arrêts du Conseil d'Etat du 13 juin 1984 n°39184 et du 14 mars 1990 n°65114).

C'est ainsi que l'agrément de sécurité civile peut être retiré pour des raisons de dysfonctionnement associatif, car selon le Conseil d'Etat (arrêt du 28 septembre 2011, n°352771), l'association ne satisfait plus alors aux « *garanties exigées des organismes participant aux dispositifs de sécurité locaux* ».

Dans le même sens, l'inspection générale de l'administration, dans son rapport sur le bénévolat de sécurité civile de 2012, porte une attention particulière au sérieux des acteurs associatifs, que ce soit sur le plan opérationnel ou sur le plan de la gestion. L'inspection générale de l'administration est chargée de missions d'évaluation et de contrôle sur les associations agréées de sécurité civile (article L. 751-1 du code de la sécurité intérieure), au cours desquelles elle peut demander des justificatifs sur l'instruction des agréments.

### 2) DÉCISION

- Un modèle d'arrêté d'agrément départemental est proposé (ci-joint)

- Une décision de refus doit être motivée, en droit et en fait (cf. code des relations entre le public et l'administration, articles L. 211-2, L. 211-5).

Elle doit mentionner les délais et voies de recours ; à défaut, l'association peut engager un recours contentieux hors du délai de deux mois (cf. code des relations entre le public et l'administration, article R. 112-5 et code de justice administrative, article R. 421-5).

Une décision de refus peut être établie selon le modèle ci-joint.



# CONDITIONS DES AGREMENTS DE SECURITE CIVILE selon le code de la sécurité intérieure et les arrêtés du 27 février 2017

<http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Securite-civile/Documentation-technique/Secourisme-et-associations/Les-textes-reglementaires>

	AGRÉMENTS A	AGRÉMENT B	AGRÉMENT C	AGRÉMENT D
CONDITIONS COMMUNES AUX AGREMENTS	<b>Statuts</b> de l'association et, le cas échéant, règlement intérieur (NB : vérifier si l'objet de l'association, défini dans les statuts, est en rapport avec l'agrément demandé ; s'il n'y a pas de divergence entre les différents documents du dossier de demande)			
	<b>Publication au JO de la déclaration</b> de l'association en préfecture ou, pour une association ayant son siège dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, de l'inscription au registre des associations du tribunal d'instance			
	Liste des <b>membres chargés de l'administration</b> de l'association avec leurs nom, prénom, profession, domicile			
	<b>Rapports d'activité des 3 derniers exercices</b> clos ou, s'agissant d'une association déclarée depuis moins de 3 ans, ceux des exercices clos			
	<b>Comptes des 3 derniers exercices</b> clos ou, s'agissant d'une association déclarée depuis moins de 3 ans, ceux des exercices clos ainsi que le budget prévisionnel (NB : un compte de résultat et un bilan, selon le plan comptable associatif de 1999, si l'association reçoit des subventions de plus de 153.000 € ou répond à deux des trois critères suivants : 50 % de salariés, 3 100 000 € de chiffre d'affaires ou 1 550 000 € de bilan – cf. arrêté du 8 avril 1999 qui renvoie aux actuels articles L. 612-1/R.612-1 et L. 612-4/D. 612-5 du code de commerce)			
	<b>Missions et champ géographique</b> pour lesquels l'agrément est sollicité (NB : pour une demande d'agrément préfectoral, le champ est le département, cf. article R. 725-6 du code de la sécurité intérieure)			
	Nombre des <b>personnes susceptibles de participer aux missions</b> avec la mention : * de leur compétence et de leur formation selon les conditions spécifiques (agréments A et D) ; * le cas échéant, de leur compétence, de leur formation ou de leur expérience (agréments B et C)			
	<b>Matériel</b> dont l'association dispose, de façon permanente, * selon les conditions spécifiques (agréments A et D) * agréments B et C : pas de condition ; pour le B, évaluation des capacités conseillée tome 2 du guide ORSEC (p54-55).			
	<b>Modalités internes de contrôle</b> et d'évaluation de l'association sur ses actions			
	Agréments A, B et C : dispositions permettant à l'association, à tout moment, de recevoir une <b>alerte</b> provenant des pouvoirs publics et de diffuser celle-ci parmi ses membres et salariés (NB en pratique « schéma d'alerte » ou « système de gestion d'alerte »)			
	<b>Moyens de téléphonie</b> : mobiles permettant de passer les appels d'urgence (NB : au minimum) + pour les agréments A, B et C, les moyens de radiocommunications autres que les réseaux fixe et mobile ouverts au public.			
	<b>Dispositifs individuels d'identification</b> (badges, cartes...)			
	<b>Photos des tenues vestimentaires</b> ainsi que des <b>véhicules</b> dont l'association disposerait (identifiables et permettant une différenciation avec ceux des services de secours publics).			

**Pour une demande d'agrément interdépartemental ou national :**

- La liste des membres de l'équipe interdépartementale ou nationale permanente de responsables opérationnels (*techniciens du secours, experts ; à jour de leur obligation de formation continue notamment pour les missions de secours aux personnes (A secours aux personnes et sauvetage aquatique ; D) ;*

- Pour une association comportant des établissements (*au sens du droit des associations = antenne, délégation... sans personnalité juridique*) ou des associations membres, la liste de ceux-ci avec, pour chacun :

\*les missions et le champ géographique,

\* le nombre de personnes avec les compétences, formation ou expérience demandées,

\* le matériel (sauf pour l'agrément C),

\* les modalités internes de contrôle et évaluation,

\* les moyens de téléphonie.

	AGRÈMENTS A	AGRÈMENT B	AGRÈMENT C	AGRÈMENT D
CONDITIONS SPÉCIFIQUES A CHAQUE AGRÈMENT	<p><b>* Secours aux personnes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avoir, pendant les 3 ans précédant la demande, réalisé des DPS au moins PE ou participé à des opérations de secours aux personnes</li> <li>- 8 équipiers PSE2</li> <li>- moyens permettant de réaliser un DPS PE</li> </ul> <p><b>* Secours en milieu souterrain :</b> <i>concerne la FFS</i></p> <p><b>* Cynotechnie en matière d'avalanches</b> (<i>seul agrément cyno – nécessite équipe cyno titulaire du brevet national de maître-chien d'avalanches, à jour de contrôle permanent</i>).</p> <p><b>* Sauvetage aquatique :</b> diplôme SSA, à jour de formation continue (<i>partie de l'ex agrément A3 secours si crue, inondation...</i>)</p>	<p>Les <b>missions</b> pouvant être confiées sont, au moins, l'une des suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- accueil, écoute et réconfort</li> <li>- accompagnement administratif et juridique, aide financière ;</li> <li>- hébergement ;</li> <li>- ravitaillement ;</li> <li>- aide matérielle consistant en particulier dans la fourniture de vêtements, d'effets de première nécessité, de matériel de parapharmacie ;</li> <li>- remise en état d'habitabilité des logements et biens sinistrés.</li> </ul> <p><b>Conditions d'agrément :</b></p> <p>1° Avoir en objet (cf statuts) au moins l'un des buts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* aide et assistance humanitaires,</li> <li>* action caritative,</li> <li>* gestion des dons,</li> <li>* secourisme,</li> <li>* accueil et l'écoute des victimes,</li> <li>* aide aux victimes,</li> <li>* assistance administrative aux citoyens ;</li> </ul> <p>2° avoir exercé, pendant au moins les 3 ans précédant la demande, une activité en relation avec l'une des missions pouvant être confiées dans l'agrément B (cf ci- dessus)</p>	<p><b>Mission :</b></p> <p>Participation à l'encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien aux populations (cf. agrément B),</p> <p>afin de contribuer à coordonner l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* des bénévoles spontanés,</li> <li>* des associations autres qu'agréées de sécurité civile,</li> <li>* des membres des réserves communales de sécurité civile.</li> </ul> <p><b>Condition d'agrément :</b></p> <p>Avoir réalisé, pendant au moins les 3 ans précédant la demande, des missions relevant d'un agrément A, B ou C.</p>	<p>2 types d'agrément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>agrément « D-PAPS »</b> pour les associations réalisant simplement des points d'alerte et de premiers secours (PAPS – cf. arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours). Moyens exigés : au moins ceux d'un PAPS, en x 2 les intervenants pour assurer le ratio de disponibilité (cf page 57 du référentiel).</li> <li>- <b>agrément « D-DPS PE (petite envergure) à GE (grande envergure) » :</b> ces DPS constituent des postes de secours au sens du référentiel DPS. Moyens exigés : au moins ceux du DPS-PE, en x 2 les intervenants pour assurer le ratio de disponibilité.</li> </ul> <p>Lors de chaque DPS, l'association devra justifier auprès de l'organisateur, par convention, du nombre d'intervenants secouristes exigés par le référentiel DPS (cf. arrêté du 7 novembre 2006 sur le référentiel DPS).</p>



	AGRÉMENTS A	AGRÉMENT B	AGRÉMENT C	AGRÉMENT D
	<p>* Les autres agréments (pollutions aquatiques, protection des biens ou du patrimoine culturel, réseaux et transmissions) <i>concernent des associations « expertes » et ont vocation à être délivrés au niveau national.</i></p> <p><b>Agrément « réseaux et transmissions »</b> (ex « A5 ») : un agrément national a été conféré à la FNRASEC.</p> <p>Les demandes d'agrément « réseaux et transmissions » relèvent désormais toutes du ministère.</p> <p>Les demandes qui seraient adressées aux préfetures sont donc à retransmettre à la DGSCGC, SDSIAS, BPAS.</p> <p>La FNRASEC est par ailleurs mobilisable pour la recherche d'aéronefs en détresse sur la base d'une convention avec le ministère chargé des transports - DGAC- (code de la sécurité intérieure, article D. 742-19 et instruction interministérielle du 23 février 1987).</p>			<p>Par ailleurs, si le DPS comporte un risque de noyade (manifestation en lien avec un plan d'eau, une rivière, la mer), il est créé une mention « sécurité de la pratique des activités aquatiques » (correspondant à l'essentiel de l'ex agrément dit « A3 »). Les agréments « D-PAPS » et « D-DPS PE à GE » sont donc, le cas échéant, déclinés en « D-PAPS-sécurité de la pratique des activités aquatiques » et « D-DPS-PE à GE- sécurité de la pratique des activités aquatiques ».</p> <p>L'association devra justifier d'intervenants ayant le BNSSA ou le diplôme de maître-nageur sauveteur.</p> <p>Pour une demande d'agrément national en « D », les moyens exigés et la condition d'activité dans au moins 20 départements seront ceux relatifs au moins à des DPS de petite envergure.</p>

## MODELE D'ARRETE D' AGREMENT DEPARTEMENTAL

Le préfet du ...

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 725-1, L. 725-3 et R. 725-1 à R. 725-9 ;

Vu l'arrêté du 27 février 2017 relatif à l'agrément de sécurité civile [A, B, C ou D selon les cas]

Vu l'arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours [pour un arrêté sur l'agrément D]

Vu la demande de l'association .... en date du .... complétée par .....

### **Arrête :**

#### **Article 1er**

L'association .... est agréée au niveau départemental pour une durée de [NB le maximum est de 3 ans], pour les missions définies ci-dessous :

[selon les cas :

A participation aux opérations de secours [mentionner le type de mission : secours à personnes...]

B participation aux actions de soutien et d'accompagnement des populations

C participation à l'encadrement des bénévoles

D dispositifs prévisionnels de secours [mentionner si c'est D-PAPS, D-DPS-PE à GE, ou l'un de ces agréments avec la mention « sécurité de la pratique des activités aquatiques]

#### **Article XXX Pour un agrément A :**

L'association apporte son concours aux missions conduites par les services d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L. 1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

#### **Article 2**

L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré ou abrogé notamment en cas de non-respect d'une des conditions fixées par les articles R. 725-1 à R. 725-11 du code de la sécurité intérieure susvisés, et dans les formes prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

#### **Article 3**

L'association s'engage à signaler sans délai, au ministre chargé de la sécurité civile, toute modification substantielle des éléments au vu desquels l'agrément a été accordé.

#### **Article 4**

Le préfet du département de ... est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait le ...

(signature par une autorité munie de la délégation nécessaire)

## MODELE DE LETTRE DE REFUS D'AGREMENT

Lettre recommandée AR

Monsieur le ....

Par lettre du .... complétée le..., suite à la demande qui vous a été adressée le ..., vous avez demandé un agrément départemental de sécurité civile pour des missions de type ... [A, B, C ou D].

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette demande ne peut recevoir de suite favorable, pour les raisons suivantes.

- En vertu du ... (texte, jurisprudence) .....

Or l'association .....

[NB : il faut motiver en droit et en fait, cf. code des relations entre le public et l'administration, articles L. 211-2 et L. 211-5].

Pour l'ensemble de ces raisons, votre demande d'agrément est rejetée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ...., l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

[Signataire muni de la délégation  
nécessaire]

[Destinataire]

**Voies et délais de recours :** conformément à l'article R421-5 du Code de justice administrative, il est précisé que cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.